Budget général 2019: toutes sections

2018/2046(BUD) - 21/06/2018 - Projet de budget de la Commission

OBJECTIF: présentation par la Commission de sa proposition pour le projet de budget 2019 (toutes sections).

CONTEXTE : le budget pour 2019 est le sixième de l'actuel cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union qui s'étend sur la période 2014-2020 et s'inscrit dans les limites fixées par ce cadre. Il tient compte de la <u>résolution</u> du Parlement européen sur les orientations générales pour la préparation du budget 2019.

La proposition est fondée sur le principe que le Royaume-Uni, après son retrait prévu le 30 mars 2019, continuera à contribuer et à participer à l'exécution des budgets de l'UE jusqu'à la fin de 2020, comme s'il était encore un État membre.

CRÉDITS PROPOSÉS: le projet de budget 2019 (instruments spéciaux compris) se présente comme suit :

- le total des crédits d'engagement s'établirait à 165.619,4 millions d'EUR, ce qui correspond à 1,00 % du RNB, soit une hausse de 4.908,2 millions d'EUR (+ 3,1 %) par rapport au budget 2018. La marge totale qui en résulte sous le plafond des engagements du CFP s'élève à 1.142,1 millions d'EUR;
- les crédits de paiement s'établiraient à 148.675,5 millions d'EUR, ce qui correspond à 0,90 % du RNB et représente une hausse de 2,7 % par rapport aux crédits de paiement dans le budget 2018. La marge qui subsiste sous le plafond des paiements du CFP pour 2019 se chiffre à 19.344,7 millions d'EUR.

GRANDES PRIORITÉS POUR 2019: le budget proposé est axé sur la continuité et la mise en uvre et vise à investir dans une économie européenne plus forte et plus résiliente et à promouvoir la solidarité et la sécurité de part et d'autre des frontières de l'UE.

1) Dynamiser léconomie européenne: le budget 2019 devrait continuer à stimuler les investissements et la croissance, à favoriser lemploi, à promouvoir une réelle cohésion et une agriculture efficace au sein de l'Union, et à stimuler la compétitivité. Parallèlement, les dimensions sociales et environnementales devraient être intégrées dans le budget, afin daider les États membres à mettre en uvre laccord de Paris sur le climat. Lobjectif est de consacrer 20 % du budget à la lutte contre le changement climatique dici à 2020.

La Commission propose une enveloppe de près de 80 milliards dEUR en crédits dengagement en faveur de la croissance intelligente et inclusive en vue de soutenir la croissance économique. Presque 60 milliards dEUR seraient consacrés à la politique agricole pour soutenir l'agriculture et la pêche, la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la biodiversité, tandis que 57 milliards dEUR seraient consacrés à la politique de cohésion (+2,8 % par rapport à 2018).

Le projet de budget intègre la proposition de mettre en place, dans le cadre du Fonds européen de la défense, le programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense Les dépenses cumulées pour ces deux actions dans le budget 2019 sélèvent à 270 millions dEUR. Il est également tenu compte de la proposition de la Commission de créer une entreprise commune européenne pour le calcul à haute performance.

Sont notamment prévus:

- un montant de 12,5 milliards dEUR (+8,4 % par rapport à 2018) pour la recherche et l'innovation avec Horizon 2020 et un montant de 3,8 milliards dEUR au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) (+36,4 % par rapport à 2018) pour les réseaux d'infrastructures;
- un montant de 167 millions dEUR en crédits dengagement destiné à provisionner le fonds de garantie dans le contexte de laccord sur lextension du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI), dont lobjectif est datteindre 500 milliards dEUR dici à 2020:
- une augmentation de 40 millions dEUR pour lextension du programme dappui à la réforme structurelle;
- un montant de 11 millions dEUR pour la création de l'Autorité européenne du travail, qui contribuera à garantir une mobilité équitable de la main-d'uvre au sein du marché intérieur et à simplifier la coopération entre autorités nationales;
- un montant de 2,6 milliards dEUR pour l'éducation dans le cadre du programme Erasmus+ (+10,4 % par rapport à 2018);
- un montant supplémentaire de 233,3 millions dEUR au profit de l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ), qui vise à soutenir les personnes vivant dans des régions où le chômage des jeunes est élevé, montant correspondant à celui issu du Fonds social européen.
- 2) Promouvoir la solidarité et la sécurité de part et dautre des frontières de IUE: le projet de budget 2019 vise à améliorer le traitement des dimensions intérieure et extérieure de la migration et la protection des frontières extérieures. Il propose également de nouvelles mesures pour parvenir à une union de la sécurité, réelle et efficace, ainsi quen matière de protection civile.

Le budget proposé tient compte de lincidence budgétaire attendue de la proposition de la Commission de réviser le règlement de Dublin. Il financera également :

- le nouveau système dentrée/sortie visant à renforcer la gestion des frontières,
- la mise en place du système européen dinformation et dautorisation concernant les voyages,
- le perfectionnement du système dinformation Schengen,
- le renforcement du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, lAgence de lUnion européenne pour lasile, eu-LISA et dautres agences qui travaillent sur les questions relatives aux frontières et aux visas,
- le développement de linteropérabilité des systèmes dinformation de IUE dans le domaine de la sécurité, de la migration et de la gestion des frontières.

- un renforcement ciblé du Fonds «Asile, migration et intégration» de 175 millions dEUR en vue de poursuivre le soutien aux réfugiés en Grèce:
- un montant supplémentaire de 1,5 milliard dEUR pour la facilité en faveur des réfugiés en Turquie afin de continuer à financer la nourriture, l'éducation et l'hébergement des personnes qui fuient les conflits en Syrie et ailleurs (un montant supplémentaire de 500 millions dEUR sera déjà versé au titre de l'actuel budget 2018);
- un renforcement de 100 millions dEUR en faveur de linstrument européen de voisinage pour le volet «Afrique du Nord» du fonds fiduciaire durgence pour lAfrique afin de prévenir la migration irrégulière et daméliorer la situation des migrants et des réfugiés le long de la route migratoire de la Méditerranée centrale;
- la poursuite du soutien aux États membres dans leurs efforts pour accroître la sécurité des citoyens dans IUE grâce à des financements pour la coopération policière, la cybersécurité, la prévention et la répression de la radicalisation et de la criminalité, ainsi que la gestion des crises.
- 3) Soutien à de nouvelles initiatives: le budget prévoit aussi un soutien à de nouvelles initiatives:
 - 103 millions dEUR pour le corps européen de solidarité, offrant aux jeunes des opportunités de volontariat ou d'emploi dans le cadre de projets se déroulant dans leur pays ou à l'étranger;
 - 50 millions dEUR pour renforcer la capacité de réaction face aux séismes, incendies de forêt et autres catastrophes grâce à une réserve de capacités de protection civile au niveau de l'UE, comprenant du matériel et des équipes «rescEU»;
 - 5 millions dEUR pour la création du nouveau Parquet européen chargé des poursuites en matière de criminalité transfrontière, notamment la fraude, le blanchiment de capitaux et la corruption.

PRINCIPAUX ASPECTS PAR RUBRIQUE DU CADRE FINANCIER 2014-2020:

- Rubrique 1a Compétitivité pour la croissance et lemploi: les crédits d'engagement en faveur de la rubrique s'établissent à 22.860,0 millions dEUR. Ce montant est en hausse de 3,9 % par rapport au budget 2018. Il subsiste ainsi une marge de 222,0 millions dEUR. Les crédits de paiement augmentent de 1,8 % et passent à 20.467,2 millions dEUR.
- Rubrique 1b Cohésion économique, sociale et territoriale: les crédits d'engagement augmentent de 2,8 %, passant à 57.113,4 millions dEUR, ce qui ne laisse aucune marge. Les crédits de paiement pour la rubrique dans son ensemble augmentent de 1,1% par rapport au budget 2018 et passent à 47.050,8 millions dEUR. Les besoins pour la clôture des programmes de la période 2007-2013 devraient être en baisse. La mise en uvre des programmes 2014-2020 atteint sa vitesse de croisière.
- Rubrique 2 Croissance durable: ressources naturelles: les crédits d'engagement pour la rubrique s'établissent à 59.999,1 millions d'EUR, soit une augmentation de 1,2% par rapport au budget 2018. Le niveau des dépenses laisse une marge de 344,9 millions dEUR sous le plafond. Les crédits de paiement se chiffrent à 57.790,4 millions dEUR, ce qui constitue une hausse de 3,0 % par rapport à 2018. Le financement des dépenses relatives au marché et des paiements directs s'élève à 43.613,4 millions d'EUR en crédits d'engagement et à 43.537,9 millions dEUR en crédits de paiement.
- Rubrique 3 Sécurité et citoyenneté: le niveau des crédits dengagement s'établit à 3.728,5 millions dEUR (+ 6,7 % par rapport à 2018) soit 927,5 millions dEUR au-dessus du plafond. Il ne subsiste aucune marge dans cette rubrique, ce qui nécessitera la mobilisation de linstrument de flexibilité pour financer des actions relevant de cette rubrique, parmi lesquelles laide durgence, la relocalisation, la réinstallation, le retour et lintégration. Les crédits de paiement s'élèvent à 3.486,4 millions dEUR.
- Rubrique 4 L'Europe dans le monde: la Commission propose des crédits d'engagements d'un montant de 11.384,2 millions dEUR (+ 13,1 % par rapport au budget 2018). Pour 2019, il est proposé dutiliser intégralement la marge non allouée sous la rubrique, ainsi quun montant de 1.116,2 millions dEUR issu de la marge globale pour les engagements.
- Rubrique 5 Administration: toutes institutions confondues, si l'on inclut les pensions et les écoles européennes, augmentent de 3,0 % (les crédits de paiement augmentent eux aussi de 3,0 %), les engagements s'établissant à 9.956,9 millions d'EUR. La marge sous le plafond de la rubrique s'élève à 829,1 millions d'EUR.